



RAPPORT D'ENQUÊTE SUR JOURNALISME ET ENVIRONNEMENT

DES ENQUÊTES À HAUTS RISQUES
**DEFORESTATION
ET POLLUTIONS**

////////////////// ENQUÊTE MENÉE PAR **VINCENT BROSEL** ET LES CORRESPONDANTS DE REPORTERS SANS FRONTIERES // **JUIN 2010**////////////////

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTE DE LA PRESSE



Feux de forêt au Brésil

Les journalistes n'ont aucune difficulté à évoquer le réchauffement climatique. La conférence internationale qui s'est tenue à Copenhague en 2009 s'est accompagnée d'une médiatisation sans précédent des problématiques environnementales, même dans les pays les plus hostiles à la liberté de la presse. En revanche, enquêter sur les causes de ces dégradations, notamment la déforestation et les pollutions industrielles, reste un exercice beaucoup plus périlleux. Le principal obstacle pour une couverture indépendante et de qualité de ces dégradations réside dans la connivence entre les industriels (exploitants forestiers, entreprises minières, etc.) et les autorités locales. Complices, ils utilisent la « carotte et le bâton », pour reprendre les propos d'un journaliste indonésien. En un mot, ils intimident et achètent les journalistes qui seraient tentés d'exposer leurs pratiques répréhensibles.

Comparé à la couverture des conflits armés, aux tensions liées à des élections ou à la corruption, l'environnement n'est pas un sujet trop dangereux pour la presse. Le nombre des exactions recensées par Reporters sans frontières reste marginal, même si elles sont en augmentation sensible.

Dans un rapport intitulé « *Journaliste environnementaliste, un combat périlleux* » (http://www.rsf.org/IMG/rapport_fr_md.pdf) publié en septembre 2009, Reporters sans frontières avait recensé plus d'une quinzaine de cas de journalistes et blogueurs disparus, arrêtés, menacés pour leurs enquêtes sur l'environnement. Dans la foulée, l'organisation avait été à l'initiative d'un appel international pour une meilleure protection des journalistes environnementalistes, lancé lors de la conférence de Copenhague. Après avoir rappelé que « *sans presse libre, la lutte contre le réchauffement climatique est vaine* », il était demandé aux gouvernements, aux organisations internationales et aux entreprises, de « *prendre l'engagement de mieux respecter et protéger le travail des journalistes environnementalistes, et notamment d'obtenir la libération de ceux emprisonnés pour avoir diffusé des informations liées à l'environnement* ».

Il était nécessaire d'actualiser les informations et de révéler de nouveaux cas d'abus commis par des entreprises ou des gouvernements, dont certains étaient présents à Copenhague, à l'encontre de professionnels de l'information. Reporters sans frontières a choisi de mener des enquêtes dé- ➤

➤ taillées au Viêt-nam et en Argentine pour mieux identifier les ressorts de ces dangers qui guettent les journalistes spécialisés dans l'environnement, surnommés «sentinelles de la planète».

LES SENTINELLES DE LA PLANÈTE : DES GÊNEURS

Depuis septembre 2009, le sort des journalistes environnementalistes ne s'est pas amélioré. Le reporter ouzbek Solidzhon Abdurakhmanov est toujours emprisonné pour avoir décrit dans de nombreux articles les conséquences humaines et environnementales de la disparition de la mer d'Aral. Il a été condamné en 2008 à dix ans de prison dans une affaire de trafic de drogue montée de

« Les conflits qui opposent journalistes et pollueurs sont si nombreux et variés qu'il est impossible d'en dresser la liste »

toutes pièces. En Russie, le journaliste Mikhail Bektov n'a toujours pas obtenu justice après qu'une violente agression fin 2008 lui a coûté une jambe et de graves séquelles physiques. Lui et ses amis dénonçaient un projet de voie rapide à travers la forêt de Khimki, près de Moscou. Au Brésil, Lucio Flavio Pinto, fondateur de la revue indépendante *Jornal Pessoa*, est toujours la cible de plaintes en cascade suite à ses enquêtes sur la déforestation en Amazonie.



Au Brésil, Lucio Flavio Pinto, fondateur de la revue indépendante *Jornal Pessoa*, est toujours la cible de plaintes en cascade suite à ses enquêtes sur la déforestation en Amazonie. (DR)

En revanche, le militant écologiste et écrivain chinois Wu Lihong a été libéré après trois ans passés dans la prison de Yixing dans le Jiangsu. Connu pour avoir alerté les médias locaux et internationaux sur la pollution du lac Taihu, il a raconté au quotidien *Le Monde* ses conditions de détention dans une cellule sans fenêtre : « *Si des prisonniers osaient me parler, ils étaient punis de dix claques dans le visage (...). Il était interdit de lire des livres ou des journaux. Je n'étais pas autorisé à avoir un stylo ou un papier.* » Sur ordre des autorités locales, inquiètes que les campagnes de Wu Lihong fassent fuir les industriels, la police avait obtenu ses confessions forcées pour le faire condamner.

DES VIOLENCES AUX QUATRE COINS DU MONDE

Au cours des derniers mois, Reporters sans frontières a recensé plusieurs incidents révélateurs du climat hostile existant à l'encontre des journalistes qui révèlent les dégradations de l'environnement. Le cameraman d'une chaîne locale turque, Ertugrul Yilmaz, a été agressé par les patrons d'une



Mine de bauxite en Inde (DR.)

décharge illégale près de la station balnéaire de Marmaris : un nez cassé et les côtes brisées. Au Brésil, un réalisateur franco-espagnol est assigné en justice pour son documentaire sur l'impact écologique et humain d'un projet de tourisme de masse orchestré par un groupe autrichien. Ces investisseurs sans scrupule ont déposé huit plaintes, dont une pour crime, contre José Huerta.

Au Tibet, la répression s'est intensifiée. En novembre 2009, Kunga Tseyang, un photographe tibétain, spécialiste de l'environnement, a été condamné à cinq ans de prison par un tribunal de la province du Gansu (Ouest). Surnommé le Ganyui (« *Le soleil de neige* »), il a contribué à mieux faire connaître les réalités environnementales du Tibet, mais aussi le manque de démocratie, ce qui lui a valu cette lourde peine de prison. Dans la province voisine du Sichuan, le blogueur environnementaliste Tan Zuoren a été condamné en février 2010 à cinq ans de prison pour « *incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat* ». Il avait notamment enquêté sur de nombreuses questions écologiques soulevées par le tremblement de terre de mai 2008.

DOUBLE JEU DES AUTORITÉS CHINOISES

Pointée du doigt pour son intransigeance lors de la conférence de Copenhague, la Chine suit une politique très ambiguë sur la question de l'environnement. A destination de l'opinion chinoise et internationale, elle prône le développement durable, comme c'est le cas actuellement à travers l'Exposition universelle de Shanghai dont le slogan est « *meilleure ville, meilleure vie* ». En même temps elle emprisonne des journalistes environnementalistes et censure des informations importantes sur l'écologie.

En obligeant les journalistes à disposer d'une autorisation spéciale pour se rendre au Tibet, les autorités de Pékin limitent drastiquement le travail d'investigation sur les conséquences du ➤



SOLIDZHON ABDURAKHMANOV
a été arrêté le 7 juin 2008 pour "usage de drogue" après que des policiers avaient découvert des stupéfiants dans la voiture dans laquelle il se trouvait. Comme les tests effectués sur le journaliste ont montré qu'il n'avait jamais consommé de drogue, le chef d'accusation a été modifié. Solidzhon Abdurakhmanov est désormais accusé de "possession de drogue avec l'intention de la vendre".

☉ réchauffement climatique dans l'Himalaya, considéré par les scientifiques comme le «troisième pôle». Il est également très difficile pour la presse d'enquêter sur les pollutions des rivières tibétaines par les projets industriels chinois, notamment miniers. Plus généralement, les journalistes qui suivent ces questions se plaignent de l'absence d'informations officielles fiables. « *Il est clair que les informations sur la pollution des rivières n'ont pas été rendues publiques* », confirme un reporter de Canton.

Un journaliste chinois qui a longtemps mené des enquêtes liées à l'environnement a détaillé à Reporters sans frontières le niveau de censure des autorités sur ces questions. Selon lui, la défense de l'environnement est toujours considérée comme une menace potentielle par les autorités chinoises. Le journalisme d'environnement est soumis à une surveillance particulière et le Département de la propagande, organe de censure du Parti communiste, garde un œil attentif sur ce qui est publié en la matière. Le Bureau d'information du gouvernement a la même tâche, mais sur les publications en ligne.

Les autorités de Pékin sont plus tolérantes que les officiels locaux en ce qui concerne les infor-

mations liées à l'environnement. Il est assez rare que le Département de la propagande donne des consignes de censure spécifiques sur ces sujets. « Ils ont besoin de ces rapports pour identifier les risques de pollution et les problèmes de santé publique », explique un journaliste chinois licencié, il y a quelques années, pour un article sur une industrie polluante. En revanche, les autorités

« La Chine suit une politique très ambiguë sur la question de l'environnement »

locales font tout pour étouffer ce genre de scandales, et malheureusement, elles disposent d'un réel pouvoir coercitif.

« *Je n'ose plus retourner dans cette ville* », explique un journaliste européen en poste à Pékin à propos des « villages du cancer » près de Pékin où des centaines d'habitants sont les victimes de pollutions industrielles. Lors d'une enquête avec un photographe, il avait été menacé verbalement par les hommes de main d'un officiel local.

Dans le cas précis d'une polémique qui s'était installée en mai 2007 à propos d'une usine chimique à Xiamen, les autorités de Pékin ont laissé la presse travailler jusqu'au moment où des milliers de manifestants sont descendus dans la rue. « *Quand l'ordre public est en jeu, alors l'ordre de censure vient de Pékin. Même sur des questions de santé publique* », précise ce journaliste. Un éditeur d'un journal du sud de la Chine précise que les journalistes trouvent assez facilement des moyens détournés pour parler des polémiques sur l'environnement. « *Par exemple, les médias de Canton ne peuvent pas publier d'informations sur les manifestations contre la gestion des déchets, alors, ils parlent des solutions proposées par les autorités. Mais de fait, ils parlent de ce problème réel* », explique un journaliste d'investigation.



Mikail Beketov, passé à tabac, a perdu une jambe ; ses séquelles cérébrales sont irréversibles. Il était rédacteur en chef du journal Khiminskaiïa Pravda qu'il avait fondé en 2006. Un journal qu'il a financé lui-même, publié à 10 000 exemplaires.. AFP

La blogosphère témoigne

Voici le témoignage publié sur Internet par trois membres du Club des journalistes indépendants sur une mine de bauxite près de Tan Rai dans la province de Lam Đông, au Viêt-nam : « *Une jeune fille nous a apporté des vêtements de travail tout tachés d'une substance rouge afin de cacher notre costume de journalistes et ressembler aux gens du pays venant chercher un emploi. Grâce à ce déguisement, nous avons réussi à passer de nombreuses portes. Nous arrivons enfin sur les lieux d'un chantier plein d'agitation, où le travail bat son plein. Cinquante hectares encombrés d'une terre boueuse rouge et d'engins en acier. Les lieux sont entourés par une longue clôture supportant des panneaux avec des inscriptions en caractères chinois.* »

MILITANTS ÉCOLOGISTES : SOURCES D'INFORMATION INDISPENSABLES

Dans la majorité des pays où la presse subit contrôle et intimidation, le seul moyen pour les journalistes d'aborder ces questions est de reprendre les informations produites par les militants écologistes, notamment les organisations internationales de défense de l'environnement. Le rôle de ces dernières est crucial, car elles sont trop souvent les seules à être capables de collecter l'information, de la traiter et de produire des rapports précis. Des organisations telles que Global Witness ou Greenpeace sont régulièrement menacées ou ☉



Démantelé par décret en novembre 2009, retraquant le droit de conduire des recherches sur des sujets définis, « s'opposant à la ligne, aux objectifs du parti et de l'Etat », IDS était un laboratoire d'idées influent au Viêt-Nam, fondé par Nguyen Quang. L'organisation comprenait une quinzaine d'éminences grises du pays.

vernement a émis la directive 97 qui interdit la critique par voie de presse des actions de l'Etat, puis a dissout le seul groupe privé d'experts sur le développement, l'IDS (Institute of Development Studies), capable de fournir des arguments aux médias sur la question des mines. De peur que les journalistes ne s'engouffrent sur cette question de la bauxite, le gouvernement a rappelé qu'aucun journal privé n'est autorisé dans le pays. En effet, des publications dissidentes, se faisant largement l'écho du danger de la bauxite, circulaient sous le manteau et dans les messageries électroniques.

L'armée quadrille la région de Lang Son, installant des postes de contrôle sur les routes qui mènent aux mines. Il est de fait interdit de photographier les installations. Mais des blogueurs et des journalistes de la presse dissidente ont pris le risque de se rendre sur place.

Le gigantesque projet de la mine de cuivre Mes Ainak en Afghanistan, exploité par l'entreprise d'Etat chinoise China Metallurgical Group, a été très peu couvert par la presse afghane et internationale en raison des difficultés pour accéder à ce plateau de la province du Logar où sévissent les taliban.

Quelque 1 500 policiers afghans défendent les lieux. Aucune étude indépendante sur l'impact environnemental n'a été présentée au public ou aux médias. Les autorités chinoises ont promis un investissement de 3 milliards de dollars US et une rente annuelle de 400 millions de dollars à l'Etat afghan, pour accéder à cette réserve de 13 millions de tonnes de cuivre. Mais à quel prix pour l'environnement ?

AMÉRIQUE LATINE : VIOLENCE DES DEUX BORDS

Dans le nord de l'Argentine, où Reporters sans frontières s'est rendue, l'industrie minière et son impact sur l'environnement provoquent également des conflits sérieux, qui ont des répercussions sur le travail des journalistes. « Nous sommes accusés d'être des vendus par les opposants à la mine. Plu-

sieurs reporters ont été molestés. Et l'entreprise et ses soutiens politiques achètent de l'espace publicitaire pour influencer notre ligne éditoriale », déplore Adan Gonzalez, directeur de la télévision locale Canal 10, rencontré par l'organisation à Andalgalá, dans la province de Catamarca.

C'est dans cette province que la compagnie Agua Rica, propriété de la multinationale canadienne Yamana Gold, a lancé le projet d'une immense mine de cuivre. Alertés par les conséquences pour l'environnement, et notamment la raréfaction de l'eau, déjà peu abondante dans cette région semi désertique, une partie importante de la population s'est organisée contre Agua Rica et le maire qui soutient le projet.

La violence contre la presse est venue des deux bords. Ainsi, Nicolás Ziggio et Lucas Olaz, journalistes de Canal 10, ont été agressés et dépouillés de leur matériel, en février 2010, par des

« Les mines sont devenues le symbole du mépris des autorités vis-à-vis des inquiétudes de la population »

opposants qui dénoncent la corruption du maire et les risques de la mine pour la santé publique. Interrogés par Reporters sans frontières, les deux journalistes continuent à vivre dans la peur. L'un d'entre eux a reçu un SMS le menaçant d'être la cible de bombes incendiaires.

María Márquez, animatrice d'un programme sur FM La Perla, est quant à elle menacée pour ses prises de position contre le projet minier. « On m'a menacée de mort, de brûler ma maison et de tuer mes enfants » a-t-elle confié. Et à plusieurs reprises, elle a été contrainte de prendre des mesures de sécurité pour ses enfants et elle après avoir dénoncé les malversations du maire d'Andalgalá dans cette affaire. La journaliste affirme également que l'entreprise minière a tenté de l'acheter : « Un individu se présentant comme un employé d'Agua Rica m'a proposé 350 euros par mois et l'achat d'espace publicitaire pour la ra- »

Des exploitants peu scrupuleux

Au Gabon, le journaliste de télévision Félicien Biviga Koumba a été menacé par un Français à la tête d'une exploitation illégale de bois dans le sud du pays. Le reporter avait révélé, et ainsi attiré l'attention des autorités, les pratiques de l'entrepreneur français qui envoyait par contrebande du bois au Congo pour ensuite l'exporter. Au Cambodge, le responsable d'un magazine local est poursuivi en justice et régulièrement intimidé par un officier de l'armée dont il avait cité le nom dans une affaire de déforestation illégale. Dans ce pays, la presse couvre régulièrement cette question, mais manque cruellement de moyens pour mener de longues enquêtes dans des régions parfois reculées.



Entrée d'une plantation de la Socapalm, filiale du groupe Bolloré, au Cameroun (DR).

► *dio, si j'arrêtais de les critiquer autant. »*

Les pratiques corruptrices des entreprises minières telles que Agua Rica rendent très difficiles le maintien d'une ligne éditoriale indépendante. Ainsi, le jeune journaliste Sául Reynoso a été licencié du jour au lendemain par le patron de la télévision locale Canal 5, financée par la compagnie, pour avoir fait un reportage pour le compte de la radio FM La Perla, pour laquelle il collabore également. Il avait simplement couvert une large manifestation de soutien à plusieurs opposants à la mine arrêtés par la justice. *« Mon objectif est de soutenir le maire car derrière la question environnementale, il y a des motivations politiques. Donc sur mon antenne, il n'y a pas d'informations venant des opposants à la mine. Eh oui, j'ai licencié Reynoso pour incompatibilité idéologique »,* confirme le directeur de Canal 5.

Interrogé par Reporters sans frontières, un responsable de la communication d'Agua Rica nie toute volonté d'intimidation : *« Ce serait une folie de menacer ou d'acheter les médias locaux alors que nous en avons tant besoin pour expliquer notre travail et tordre le coup à toutes les rumeurs qui circulent sur l'impact environnemental ».*

Dans la province voisine du Chaco, Dante Fernández, directeur de la station FM Frontera, a raconté son agression en février 2010 : *« Ils ne me disaient rien. Ils me frappaient. Au visage, à l'estomac et au dos. Ils ont déchiré mes vêtements. Au bout de quelques minutes, ils sont partis. »* Ses agresseurs : des agents de sécurité d'un élu local lié aux entreprises San Carlos SRL et Cancha Larga SA, accusées de largage aérien de pesticides au-dessus d'une lagune où la population se ravitaillait en eau minérale.

SALVADOR : VIE DES JOURNALISTES EN DANGER

Les conflits entre populations locales et entreprises minières peuvent prendre une tournure encore plus dramatique pour les journalistes. Au Salvador, plusieurs animateurs de programmes de radios et militants écologistes ont payé de leur vie leur combat contre l'exploitation minière menée par l'entreprise canadienne Pacific Rim. Radio Victoria, station communautaire du département de Cabañas, a vu deux de ses chroniqueurs, les militants écologistes Gustavo Marcelo Rivera et Ramiro Rivera Gómez, assassinés par des hommes de main d'un entrepreneur local qui tente de faire taire la contestation locale contre la mine.

Radio Victoria qui donne la parole aux familles des victimes est la cible de menaces de mort depuis juillet 2009. Ainsi, dans un courrier électronique anonyme adressé à plusieurs employés de la radio, les auteurs revendiquent l'un des meurtres et annoncent que la prochaine victime pourrait être *« un présentateur, un correspondant, ou n'importe lequel de cette foutue radio »* (cf. <http://www.youtube.com/watch?v=vmIVQVJlxOY>). Tout cela dans l'indifférence de la police.

Écoutons Ludwin Iraheta, l'une des journalistes de Radio Victoria : *« Ici, il y a beaucoup d'or. Nous ne savons pas qui sont les auteurs des menaces, mais il y a de nombreux intérêts en jeu pour la mine, des intérêts politiques et économiques. Il y a quelques années, Pacific Rim nous a proposé 8 000 dollars pour qu'on se taise. Mais nous avons refusé. (...) La mine utilise des produits chimiques forts. Ici aussi l'eau est polluée depuis qu'il y a des mines. »*

STRATÉGIE D'OBSTRUCTION EN INDE

Les entreprises minières d'Etat pratiquent trop souvent les mêmes stratégies d'obstruction. Voici le témoignage d'un journaliste indien qui a tenté en 2009 d'enquêter sur la pollution liée à un site

« La violence contre la presse est venue des deux bords »

exploité par la National Mineral Development Corporation, la plus importante compagnie minière contrôlée par les autorités de New Delhi. *« Nous avons essayé de réaliser un reportage fouillé sur les conséquences pour les rivières et pour la forêt des mines installées par la NMDC depuis une cinquantaine d'années dans la région du Batar. Mais dès notre arrivée dans la zone, la police et les autorités locales nous ont empêchés de travailler. Ils nous ont notamment interdit l'accès aux villages indigènes affectés par ces pollutions. Nous n'avons pu prendre que quelques photographies des rivières polluées par l'entreprise »,* a témoigné le repor- ►

ter Shubranshu Choudhary.

En novembre 2009, le ministre indien des Affaires étrangères a refusé d'accorder des visas à quatre journalistes du Bangladesh et du Sri Lanka qui devaient participer à une formation sur l'enquête journalistique sur les écologies côtières et maritimes.

LE PÉTROLE DU GABON

Dans les régions riches en pétrole, une presse indépendante est vitale pour alerter sur les pollutions mais aussi sur la corruption qui ronge tous les niveaux de l'Etat. Au Gabon, les campagnes des organisations environnementalistes relayées par certains médias se sont intéressées tour à tour aux activités des pétroliers Total, Shell, Addax ou Synopec pour des faits graves de pollution.

En 2007, Nicaise Moulombi (voir encadré), directeur du magazine Croissance Saine Environnement, a eu maille à partir avec des agents de la sécurité militaire qui voulaient en savoir plus sur des informations concernant Shell Gabon. Le journaliste venait de révéler que l'entreprise avait enfoui des huiles usagées et d'autres déchets

polluants à Gamba. En 2010, avec des confrères du journal L'Union, il publie des informations compromettantes cette fois sur les activités polluantes d'Addax.

Le directeur de L'Union, Albert Yangari, confirme à Reporters sans frontières : « *Les entreprises menacent de nous poursuivre en diffamation pour nous intimider, mais elles ne le font presque jamais, car elles sont sûres de perdre. Notre accès au terrain, pas toujours rendu facile par ces mêmes multinationales, nous permet de collecter les preuves de leurs méfaits* ». Un journaliste de L'Union, Jonas Moulenda, est quant à lui poursuivi en justice pour certains de ses articles mettant en cause des pollueurs.

Nicaise Moulombi reconnaît que le rôle de la presse a ses limites quand il n'y a pas de volonté étatique de faire « *payer les pollueurs* ». Ainsi, l'Etat gabonais et Areva n'ont toujours pas mis en place l'Observatoire de la santé promis après les révélations de la contamination causée par l'ancienne mine d'uranium exploitée par une filiale du groupe français à Mounana.

DÉFORESTATION, LA « CAROTTE ET LE BÂTON »

L'exploitation forestière légale ou illégale est une source colossale de corruption des institutions locales. Un enjeu donc pour la presse. Si l'on constate une couverture médiatique de plus en plus fréquente de cette problématique, elle reste souvent cantonnée à une dénonciation assez générale du phénomène, sans que les responsabilités soient clairement établies.

L'Indonésie est la championne du monde de la déforestation, faisant de ce pays le troisième émetteur de gaz à effet de serre de la planète après les Etats-Unis et la Chine. Depuis 1950, le pays a perdu 70 % de ses forêts, notamment celles de Sumatra ou Kalimantan, transformées en plantations d'huile de palme ou de bois pour pâte à papier, et poussant au bord de l'extinction les orang-outans. Cette destruction massive de la forêt indonésienne est largement commentée dans la presse internationale et nationale depuis quelques années.

En revanche, il est souvent difficile d'établir les responsabilités des entreprises, car ces dernières pratiquent les intimidations et la corruption. Des journalistes des provinces de Sumatra, Jambi et Riau ont confirmé à Reporters sans frontières que les principales entreprises réussissaient à éliminer la plupart des articles critiques en exerçant des pressions et en offrant des « *enveloppes* » aux journalistes locaux.

Dans la province de Jambi, où la surface de forêt est passée de 4m² millions en 1970 à 1,6m² million en 2000, le groupe Sinar Mas, lié notamment à Carrefour et Unilever, est connu pour intimider

La déforestation des zones tropicales, qualifiée d'alarmante par les Nations unies, serait responsable d'au moins 18% des émissions de gaz à effet de serre. C'est l'une des causes majeures du réchauffement climatique et d'une dégradation durable de l'environnement dans des pays comme l'Indonésie, le Brésil, le Congo ou le Cambodge.

En croisade contre la collusion des autorités et des entreprises étrangères

Nicaise Moulombi a compris dès 2005 que la création d'un média, en l'occurrence le mensuel Croissance Saine Environnement, lui permettrait de faire avancer la cause environnementaliste. Tour à tour, il a dénoncé en Une les entreprises Areva, Veolia Environnement, Total, Addax, Synopec ou Shell. « *En 2007, nous avons eu une année compliquée, avec de nombreuses pressions sur notre équipe après nos articles sur Shell Gabon* », précise Nicaise Moulombi, aujourd'hui membre du Conseil économique et social du Gabon. Il a réussi à imposer dans le débat public des problèmes aussi graves que la mauvaise qualité de l'eau en raison des défaillances de la SEEC (filiale de Veolia Environnement), la contamination radioactive d'une ancienne mine exploitée par Areva ou la pollution pétrolière de Shell.

Sous la pression, certaines entreprises étrangères, comme Total, ont changé leur pratique. En l'occurrence, la multinationale française a aménagé une

station de traitement des huiles usagées après une campagne lancée en 2005. « *Areva ne respecte pas ses engagements. Et la société suisse Addax, rachetée par des Chinois, fait la sourde oreille face à nos enquêtes sur la pollution au gaz d'une rivière dans le sud du pays, mais nous continuons nos enquêtes* », dévoile Nicaise Moulombi. « *Chaque fois, nos articles ont fait grand bruit. Mais la collusion entre certaines autorités corrompues et les entreprises européennes empêche de réelles avancées. Le combat environnementaliste passe par une presse libre, mais aussi par une certaine proximité avec les plus hautes autorités* », affirme le très pragmatique directeur de Croissance Saine Environnement.

« Chaque fois, nos articles ont fait grand bruit. Mais la collusion entre certaines autorités corrompues et les entreprises européennes empêche de réelles avancées »

➤ entreprises telles que RAPP et Sinar Mas, liées à des multinationales américaines, européennes et chinoises, ont une «main invisible» dans de nombreux titres de la presse locale et nationale. C'est le seul moyen pour elles d'éviter que l'impact très négatif de leurs activités sur l'environnement soit trop souvent à la une des journaux.



Image de l'exploitation illégale du cèdre au Maroc (DR).

Mohamed Attaoui, pour le cèdre

Au Maroc, la « mafia du cèdre » est réputée pour ses méthodes d'intimidation à l'encontre de ceux qui seraient tentés d'exposer dans le détail l'exploitation abusive des forêts de cèdre dans l'Atlas oriental, au sud-est de Rabat. Quelques articles sont parus dans la presse nationale, mais les reporters marocains sont encore rares à enquêter et exposer les responsabilités. En effet, certains caïds de cette mafia profitent du soutien d'officiels locaux. Le correspondant du quotidien arabophone Al-Monataf dans la région en a fait l'amère expérience. Mohamed Attaoui est en pointe dans ce combat contre la « mafia du cèdre » car il est président l'Association avenir pour le cèdre et le mouflon. Ses articles gênaient. Il a été victime d'un coup monté : accusé sans preuves, il a été arrêté puis condamné en mars 2010 à deux ans de prison ferme, pour avoir prétendument extorqué la somme de 1000 dirhams (environ 90 euros). Quelques semaines plus tard, il a été libéré dans l'attente de son procès, suite aux pressions au Maroc et à l'étranger. Les autorités locales souhaitaient visiblement se débarrasser de Mohamed Attaoui, devenu le « champion » de la dénonciation du gaspillage de cette richesse, véritable part de patrimoine marocain, que représente le cèdre. Il citait des responsables des communes rurales de la région de Midelt, et la complicité de la gendarmerie et de l'Office national des Eaux et Forêts. Depuis sa cellule de la prison de Meknès, Mohamed Attaoui avait expliqué à Reporters sans frontières qu'il attendait l'intervention en sa faveur du roi Mohammed VI dont la Fondation pour la protection de l'environnement se veut en pointe sur la lutte contre la déforestation.

CONTRÔLE DE L'INFORMATION EN PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

En Papouasie-Nouvelle-Guinée voisine, la multinationale malaisienne Rimbuan Hijau (RH) a trouvé un moyen très efficace pour limiter les articles gênants sur la déforestation : elle est propriétaire de The National, le principal quotidien du pays. RH est régulièrement accusée par des groupes tels que Greenpeace ainsi que des propriétaires de terre locaux, d'abattage illégal. En réponse, le quotidien avait qualifié Greenpeace de « pirates » et demandé aux autorités d'interdire ses activités dans le pays dans un éditorial publié en 2004. Et les patrons de RH ont la mauvaise habitude de menacer de poursuites légales la rédaction du Courier-Post, quotidien concurrent, quand il se montre trop curieux sur ses activités.

Un journaliste qui a travaillé dans un journal de Papouasie-Nouvelle-Guinée affirme également que les responsables de The National ne font rien pour former des journalistes sur la question de l'environnement. Récemment, les médias du pays ont bien couvert le conflit qui oppose les habitants de la région de Madang et l'entreprise chinoise Ramu Nickel, qui prévoyait de déverser dans la mer les déchets toxiques d'une nouvelle mine. Mais, selon un journaliste spécialiste de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les éditoriaux des médias locaux ont toujours la fâcheuse habitude de présenter les projets miniers comme des « opportunités » pour ce pays en développement.

MÊME LES GRANDS MÉDIAS OCCIDENTAUX PEUVENT ÊTRE PRIS À PARTIE

En 2009, des journalistes et la radio France Inter ont été visés par des plaintes déposées par le PDG du groupe industriel Bolloré qui leur reprochent des propos « diffamatoires » à propos des activités de l'une de ses filiales au Cameroun. Après Benoît Collombat, reporter de France Inter, c'est au tour d'Isabelle Alexandra Ricq, journaliste indépendante, pour ses commentaires diffusés sur la radio publique à propos de son reportage dans une plantation de la société belge Socapalm, détenue à 40% par le groupe Bolloré. « J'ai recueilli de multiples témoignages des populations pygmées victimes de ces plantations qu'il me semblait important de révéler. J'ai constaté moi-même l'impact écologique de ces exploitations. Je n'ai fait que répondre aux questions d'une journaliste de France-Inter sur ce que j'ai vu au Cameroun en mars 2009. Et je me retrouve devant les tribunaux », explique Isabelle Alexandra Ricq. Les reporters français ont réuni des témoignages sur la pollution et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile de Socapalm. Selon Isabelle Alexandra Ricq, des habitants de villages voisins constatent des rejets massifs d'huiles dans les cours d'eau. Assez ➤

➤ pour qu'ils en fassent des savons... Début mai, France Inter et son reporter Benoît Collombat ont été condamnés pour diffamation, mais à des amendes bien moins élevées que celles demandées par l'avocat de Bolloré.

CONCLUSION

Malgré son échec relatif, la conférence de Copenhague aura donné une opportunité unique aux médias du monde entier de s'attarder sur l'importance vitale de la lutte contre le réchauffement climatique et le combat écologique. Les journalistes ont joué leur rôle. Mais certains gouvernements et entreprises n'ont toujours pas accepté que cet engagement international méritait d'être appliqué sur le terrain. Ils ont continué, comme avant, de censurer, menacer ou faire taire les journalistes qui vont au-delà de l'incantation environnementaliste en enquêtant sur les responsables de deux fléaux majeurs : la déforestation et la pollution industrielle. Les enjeux économiques dans ce genre d'entreprises sont souvent énormes et les efforts d'obstruction ne sont jamais aussi forts dans les pays où les pouvoirs économiques et politiques

« les médias aident à établir des diagnostics crédibles et indépendants sur la planète. Leurs analyses sont cruciales pour aider les décideurs à adopter des politiques et des règles qui permettront d'obtenir des changements. »

sont concentrés dans les mains des mêmes personnes. Et les régimes impliqués le savent bien, la dénonciation d'une crise écologique, de la sur-exploitation de l'éco-système et de son impact désastreux sur la vie quotidienne des gens, peut vite se transformer en contestation politique du pouvoir.

Comme Reporters sans frontières l'affirmait dans la déclaration de Copenhague signée par des dizaines d'organisations de journalistes : «Les médias sont nécessaires pour collecter et diffuser l'information au public. En ce qui concerne les défis du changement climatique, les médias aident à établir des diagnostics crédibles et indépendants sur la situation de la planète. Leurs analyses sont cruciales pour aider les décideurs à adopter des politiques et des règles qui permettront d'obtenir ce changement attendu. »

Sans presse libre, les consciences ne s'éveilleront jamais et les comportements ne changeront pas. Sans presse libre, les gouvernements et les entreprises les plus récalcitrants ne seront pas contraints de lutter contre le réchauffement climatique. ➤

//////////////////////////////////////
L'enquête impossible sur les dix sites les plus pollués au monde



Enquêter sur les dix sites classés en 2007 par le Blacksmith Institute (<http://www.blacksmithinstitute.org/>) comme les plus pollués au monde n'est pas chose facile. Le photoreporter islandais Pall Stefansson en fait l'expérience depuis qu'il s'est lancé dans un reportage international sur la vie quotidienne autour de ces sites.

En novembre 2009, Pall Stefansson entame son reportage à La Oroya au Pérou, où l'entreprise américaine Doe Run exploite un vaste complexe métallurgique. Une fois sur place, le reporter constate que deux gardes de l'entreprise le suivent dans ses moindres mouvements. «Quand vous avez soixante kilos d'équipement photographique, vous ne passez pas inaperçu. Il est évident que ces gardes de Doe Run étaient chargés de savoir

« Il est évident que ces gardes de Doe Run étaient chargés de savoir ce que je faisais et à qui je parlais »

ce que je faisais et à qui je parlais», précise le reporter. Pourquoi Doe Run fait-elle surveiller les journalistes étrangers qui se rendent à La Oroya alors que la branche péruvienne de l'entreprise affirme sur son site Internet que son action en faveur de l'environnement a permis de «réduire drastiquement les émissions toxiques» ? Lors de sa seconde étape de ce tour du monde, cette

fois à Sumqayıt, en Azerbaïdjan, Pall Stefansson a été confronté à une surveillance policière menaçante. En mars 2010, le reporter est interpellé par neuf policiers et conduit au poste alors qu'il s'intéresse aux populations vivant près de ce site chimique de la troisième plus importante ville du pays. On le menace de lui saisir son matériel photographique et ses

films. Heureusement, l'intervention de l'ambassade d'Islande à Moscou permet de régler le problème. « Enquêter sur la pollution industrielle est difficile mais pas impossible. Et surtout, elle est très importante car c'est l'une des conditions pour que la pression internationale oblige les entreprises à modifier leur comportement », a précisé Pall Stefansson à Reporters sans frontières.

➤ PRATIQUE DU JOURNALISME ENVIRONNEMENTAL : FORMATIONS ET LIENS

Pour bien enquêter sur les questions environnementales, il est nécessaire d'acquérir un certain nombre de techniques journalistiques. Pour ce faire, le professeur de journalisme américain Tom Yulsman a élaboré une formation en ligne, avec le soutien d'Internews.

Pour suivre la formation, cliquez sur <http://www.newsu.org/courses/covering-climate-change>

Liens utiles :

<http://www.sej.org/> : Society of Environmental Journalists est une association professionnelle des journalistes qui traitent des questions d'écologie.

<http://www.colorado.edu/journalism/cej/> : The Center for Environmental Journalism propose des programmes pour former les journalistes aux sciences de l'environnement.

<http://www.esf.edu/ecn/> : The Environmental Com-

munication Network rassemble des universitaires spécialisés sur les problèmes écologiques.

<http://www.environmentwriter.org/> : Environment Writer est une source d'informations importante sur les questions d'écologie et des ressources naturelles.

<http://www.ej.msu.edu/index2.php> : Knight Center for Environmental Journalism, à l'université du Michigan, forme les journalistes sur les questions de l'environnement.

<http://www.metcalfinstitute.org/> : Metcalf Institute For Marine and Environmental Reporting a pour but de promouvoir la recherche scientifique et écologique et de renforcer les liens entre journalistes et communauté scientifique.

<http://www.sciencecommunicationnetwork.org/> : Science Communication Network est une fondation privée qui encourage les scientifiques, les professionnels de la médecine et les spécialistes de l'environnement à faire part de leurs travaux dans les médias grand public. ●

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Secrétariat international
REPORTERS SANS FRONTIÈRES

47 rue vivienne
75002 Paris - France
Tel. 33 1 44 83 84 84
Fax. 33 1 45 23 11 51
Web : www.rsf.org
E-mail : rsf@rsf.org

Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org
Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org
Vincent Brossel - Bureau Asie : asie@rsf.org
Elsa Vidal - Bureau Europe : europe@rsf.org
Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org
Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org
Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**